

Olivier Meuwly

LA POLITIQUE  
VAUDOISE  
AU 20<sup>e</sup> SIÈCLE

De l'Etat radical  
à l'émiettement du pouvoir

COLLECTION  
**Le  
savoir  
suisse**

Presses polytechniques et universitaires romandes

# 1

## PRÉLUDE AU 20<sup>e</sup> SIÈCLE

### UN CANTON ENTRE TRADITION AGRICOLE ET ESSOR CAPITALISTE

Il serait arbitraire de faire commencer le 20<sup>e</sup> siècle en 1900. Tous ses ingrédients sont apparus au cours du dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle, période charnière où foisonnent les innovations fondamentales qui vont durablement imprégner les structures économiques et sociales régissant l'Ouest européen. Le progrès technologique, hissé au rang de force tutélaire, ouvre la voie à un capitalisme, certes générateur de richesses, mais aussi lourd de bouleversements, auxquels la population n'est pas toujours préparée. L'essor capitaliste atteint son premier apogée entre 1850 et 1875 et marque toute la fin du siècle. La prospérité a engendré des commodités inconnues jusqu'alors, mais aussi une pauvreté gangrenante, dont les origines remontent aux premiers pas de l'industrialisation, dans les années 1840. Le siècle s'achève dans un élan qui est désormais et surtout celui de la haute finance, entraînant dans son sillage une question sociale de plus en plus virulente. Aux problèmes posés par l'accélération du capitalisme réplique une nouvelle approche des rapports sociaux, que l'on ne peut abandonner au bon vouloir des seules forces économiques.

Cette évolution n'épargne pas le canton de Vaud. Encore fortement modelé par une économie qui voit, en 1900, 34% de la population active travailler pour l'agriculture, le canton subit lui aussi les contrecoups d'un contexte économique en pleine mutation. Ses répercussions sur les structures politiques ne sont pas négligeables. Sûrs de leur pouvoir, les radicaux

sont persuadés d'incarner démocratiquement son unité par delà les diverses couches sociales. Pourtant, quand bien même leur doctrine s'est toujours voulue en phase avec les respirations de la société, ils doivent faire face à une situation inédite. Avant son avènement en 1845, le radicalisme d'Henri Druey poursuivait deux objectifs : construire un système intégrant un libéralisme philosophique amarré à la liberté économique et, en même temps, assimiler les préoccupations égalitaires du premier socialisme. Il s'inscrivait dans la perspective hégélienne : dépasser à la fois le libéralisme, « juste-milieu » improductif noyé dans des réformes institutionnelles sans portée économique et sociale, et un socialisme trop athée, trop collectiviste, trop liberticide dans ses formulations initiales. Afin de parvenir à cette synthèse, Druey, comme son maître Hegel, avait vu dans l'Etat le moteur de l'équilibre politique et philosophique par lequel la société vaudoise pourrait se développer, dans la liberté et la justice.

#### UNE DOMINATION RADICALE SOUS PRESSION

Les radicaux étaient convaincus de l'adéquation de leur action aux besoins du temps. Leur domination apparaît longtemps sans failles. Malgré sa permanence pendant plus d'un demi-siècle, elle a été certes régulièrement contestée. En 1861, elle était tenue en échec par une alliance composée de libéraux et de radicaux de gauche, ancêtres des socialistes vaudois. Mais, revenu à l'héritage des vainqueurs de 1845, avec la génération des Louis Ruchonnet et Victor Ruffy, le radicalisme a joui de deux décennies de répit, socle de son hégémonie future. Son accaparement des leviers de commande, qui indisposait ses adversaires libéraux, frustrés des postes gouvernementaux, était total. Un scandale met toutefois les radicaux en difficulté en 1883, lorsqu'un terrible incendie ravage la commune de Vallorbe. On constate que les caisses de l'établissement contre les incendies sont vides, que l'argent a été employé au fonctionnement de l'administration. Les libéraux bondissent sur

l'occasion, stigmatisent la gestion financière du canton par le parti au pouvoir et réclament une révision de la Constitution de 1861, qui régit alors le canton. Habilement, les radicaux, au lieu de se braquer, prennent à leur compte le désir d'une refonte, largement partagé, et retournent à leur avantage la victoire que les libéraux pensaient obtenir facilement. Déroulant ses travaux dans un climat souvent agressif, la Constituante rédige une nouvelle charte cantonale, qui est acceptée en 1885. Cette Constitution, maintes fois remaniée par la suite, accompagnera tout le 20<sup>e</sup> siècle vaudois.

## LA CONSTITUTION DE 1885

La nouvelle Constitution organise le cadre politique de l'Etat vaudois. Si les radicaux concèdent aux libéraux le référendum financier obligatoire à partir d'un certain niveau de dépenses, ils parviennent à contenir toutes les réformes que revendique le camp adverse. Ainsi restreignent-ils le généreux dispositif des droits populaires hérité de 1845 et, s'ils ne réussissent pas à augmenter le nombre de signatures pour les initiatives, ils rendent plus compliquée la procédure pouvant conduire à une révision constitutionnelle. Et la demande d'introduire la représentation proportionnelle, dont on parle depuis 1861, est écrasée. Les radicaux tiennent au système majoritaire, tant pour le gouvernement que pour le Parlement, qui favorise les campagnes et leur garantit de confortables majorités absolues au Grand Conseil lors de chaque scrutin. En revanche, les radicaux peuvent imposer aux libéraux une réforme fiscale d'envergure, à laquelle ils sont attachés depuis longtemps : l'impôt progressif. Globalement, la Constitution reflète les opinions radicales même si elle s'en tient aux présupposés idéologiques du libéralisme philosophique : elle se contente pour l'essentiel d'organiser les rapports entre les pouvoirs, de les compartimenter dans leurs champs respectifs. En somme, elle consacre la séparation entre l'Etat et la société, dont seuls les moyens de contrôler le pouvoir politique sont juridiquement définis.

## LA NAISSANCE DU PARTI SOCIALISTE

Le verrouillage de la vie politique que réalisent les radicaux ne les met pas à l'abri de déconvenues. Le grand parti étire ses tentacules grâce à un vaste réseau associatif et dispose, avec la société d'étudiants Helvétia, d'un vivier où se forment ses futurs cadres. Il reste cependant aveugle, non sur les mutations en cours, mais sur leur ampleur. Car la société qu'ils pensent incarner se cherche de nouveaux repères. Bien qu'effleuré par l'industrialisation, le canton de Vaud doit lui aussi affronter une paupérisation stimulée par un capitalisme qui ignore les frontières. Habités à n'imaginer un adversaire que sur leur droite, avec leur vieil ennemi libéral, les radicaux se découvrent une opposition de plus en plus présente sur leur gauche, dans les contreforts du socialisme naissant. Ils prennent conscience, mais avec peine, de l'instabilité qui se met à désarticuler la société vaudoise, à détruire son homogénéité, qu'ils entendent préserver sous le couvert d'un système électoral qui flatte les régions rurales. Les villes, qui drainent maintenant une population déracinée après avoir rassemblé sur leur territoire les élites libérales, gagnent un poids inconnu jusque-là dans le monde vaudois, catalysent des revendications nouvelles, dévoilent des problèmes inédits.

Autrefois confinées à l'intérieur du radicalisme, les aspirations socialistes s'émancipent, débordent désormais des traditionnelles sociétés de secours mutuels. Elles cherchent leurs propres modes d'expression, au-delà de leur coalition presque naturelle avec les représentants du monde ouvrier réunis dans les sociétés du Grutli proches du radicalisme. La question sociale, dont la gravité croît avec les années, assure leur envol et alimente un courant de pensée autonome, et bientôt très puissant, dans lequel puise le parti socialiste suisse, créé officiellement en 1888. Les radicaux saisissent tardivement qu'ils ne peuvent plus s'afficher comme les uniques chefs d'orchestre d'un progrès sans fin. Les classes ouvrières abandonnent un statut de partenaires que l'on estimait suffisant et, sous l'impulsion du socialisme, se retranchent dans une posture de combat. Le radicalisme vaudois, à son tour, doit admettre que certains de ses principes fondamentaux, comme la propriété et le

patriotisme, ne sont plus partagés par tous les Vaudois. La rupture entre le parti radical et son aile gauche est effective en 1891, après que l'un de ses membres les plus turbulents, Aloys Fauquez, a fondé le parti socialiste ouvrier, en 1890.

Le radicalisme se retrouve confronté à un dilemme rappelant celui qu'il avait dû résoudre à ses débuts. A l'aube du 20<sup>e</sup> siècle, la synthèse qui dynamise les radicaux implique à nouveau un renforcement de l'Etat, dont la vocation sociale doit être étoffée. Au niveau suisse, la loi sur les fabriques, en 1877, constitue une première réponse: il est désormais admis que la responsabilité n'est plus seulement individuelle et qu'un malheur peut survenir sans la faute de la victime. Dans un second temps, des aides seront réservées aux paysans, alors que la fonction de service public dévolue à l'Etat gagne en substance avec le rachat des chemins de fer par la Confédération en 1898.

Le constat est sévère pour les radicaux. Leurs efforts dans le sens d'une réforme sociale de l'Etat suffisent-ils à satisfaire une demande qui explose? Les radicaux, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, pensent encore synthétiser aspirations libérales et justice sociale. Alors qu'ils se démènent en faveur de l'introduction de l'impôt progressif, les radicaux sont certains de pratiquer ainsi un «socialisme de bon aloi», capable de prévenir «les révolutions violentes dont peuvent devenir les victimes des Etats qui se refusent à écouter la voix des déshérités de la fortune». L'Etat, plus qu'un marchand de prestations, est un grand organisme, «dont chacun ne peut prendre ce qu'il veut». Le futur conseiller fédéral Eugène Ruffy surenchérit: pour lui, «le contribuable doit payer selon ses forces et non à raison des bénéfices qu'il retire de l'Etat». L'idée d'un Etat au service des besoins sociaux de la société fait son chemin, mais comme complément de l'Etat libéral, indiscuté.

#### UN FAIT NOUVEAU :

#### L'EFFERVESCENCE POLITIQUE DU MILIEU PAYSAN

Louis Ruchonnet, comme membre du gouvernement vaudois puis comme conseiller fédéral, aperçoit lui aussi le remède aux

maux du temps dans l'Etat-providence, que la Suisse commence à bâtir, après l'Allemagne, pour répondre aux nouveaux défis sociaux. Il défend une assurance accident pour tous les corps de métier, avant de prédire qu'il faudra mettre sur pied une assurance contre le chômage, « le plus redoutable des fléaux qui frappe l'ouvrier ». Mais le radicalisme, influencé par la doctrine d'un Etat comme service public dans l'esprit du radicalisme français de cette époque, peine à donner des solutions convaincantes aux problèmes qu'il empoigne avec force. Ruchonnet se fait l'apôtre du fédéralisme, mais comment réagir à l'extension des pouvoirs que la Confédération s'arroge en entreprenant sa propre politique sociale, par nature demandeuse de mesures uniformes et égalitaires ? La Constitution fédérale de 1874, moins centralisatrice que le projet rejeté en 1872, n'en octroie pas moins à Berne de nouvelles compétences. Comment aménager le libéralisme avec un fort apport social tout en traçant avec fermeté les limites qu'il ne faut pas dépasser ? Ne risque-t-on pas de quitter à tout moment la voie d'un libéralisme admis dans ses principes ? Ces questions, les radicaux, éperonnés par un socialisme qui a définitivement rompu les amarres avec le réformisme du parti au pouvoir, doivent se les poser.

Pour eux le temps des désillusions n'est pas terminé. Les milieux paysans se sentent mal représentés, eux aussi, par un radicalisme trop proche des intérêts industriels et financiers. Ils sont effrayés d'un côté par l'évolution du capitalisme, auquel l'idéal démocratique semble avoir lié imprudemment son destin, de l'autre par les exigences des socialistes, hostiles à la propriété privée. Ils veulent désormais défendre eux-mêmes leurs intérêts, à l'instar de l'industrie, des arts et métiers et des syndicats ouvriers. En 1897, l'Union suisse des paysans est créée. Contre l'internationalisme proclamé de la gauche, le monde agricole penche vers des valeurs plus traditionnelles, qu'il estime broyées par les nouvelles orientations économiques. Pour les radicaux, la prise de conscience politique qui submerge le monde agricole est également lourde de menaces.

Sur le plan politique, l'apparition de ces nouvelles forces contraint donc les radicaux à repenser leur approche du pouvoir.

Ils réalisent qu'ils ne peuvent plus tenir seuls ses leviers. Il n'y a plus d'autre issue qu'une politique d'alliance, même s'il sied de briser certains tabous. Entre l'émergence du progressisme socialiste et un conservatisme qui se perpétue sous différentes formes, à l'intérieur de l'Etat, les radicaux doivent réétudier leur stratégie, et repenser la mission dont ils se sentent investis. Au niveau suisse, en 1891, prenant acte des divergences fondamentales qui les séparent du socialisme, les radicaux s'ouvrent à leurs anciens ennemis conservateurs catholiques et laissent un siège au Conseil fédéral au Lucernois Josef Zemp.

Les radicaux suivent dans le canton de Vaud une évolution parallèle, à la suite d'un scandale qui les frappe de plein fouet. Compromis dans une affaire de pots-de-vin, liés à des participations dans une entreprise de chemins de fer, l'un des chefs radicaux, Antoine Vessaz, abandonne sur-le-champ toutes ses fonctions. Bousculés, les radicaux doivent accepter la collaboration que leur proposent les libéraux, au Grand Conseil, par la voix de l'avocat Louis Berdez: « Nous réclamons, nous, minorité, notre place au soleil, notre droit de participer, en proportion de notre nombre, à la direction des affaires publiques », tonne-t-il. L'alliance est scellée par l'entrée au gouvernement du libéral Robert Cossy, en 1892, à la place de Donat Golaz. Elle sera bénéfique aux libéraux, reconnus comme partenaires, et aux radicaux, qui peuvent consolider la légitimité de leur contrôle des rouages gouvernementaux. Mais elle donnera aussi une nouvelle force au socialisme, dont l'influence croît.

## LA TENTATION ANARCHISTE

Cette nouvelle configuration du pouvoir n'apaise pas les tensions sociales. Durant les premières années du 20<sup>e</sup> siècle, les conflits sociaux se multiplient. Les grèves se succèdent et l'incertitude qui agite les socialistes vaudois depuis le décès d'Aloys Fauquez, en 1901, n'arrange rien. Le parti fondé par le bouillant tribun est en effet débordé, dès 1905, par une vague anarcho-syndicaliste. Celle-ci se nourrit des déceptions générées

par une action politique qui n'a débouché sur aucune percée sensible. Les chefs de la gauche se sont obstinés à espérer une reconnaissance de leurs efforts dans un jeu parlementaire quadrillé par les partis bourgeois : le monde ouvrier a fini par se lasser de leurs promesses et de leurs illusions.

Les anarcho-syndicalistes attendent la grève générale qui accouchera de la révolution, et refusent le labeur politique, paralysé, selon eux, par l'inertie parlementaire. L'action sur le terrain, dans les entreprises, doit primer. Les revendications légitimes du monde du travail n'ont plus à se perdre dans les compromissions, mode de gestion traditionnel des conflits politiques. La lutte des classes nécessite un recours énergique aux armes dont dispose le prolétariat, non le détour par d'inutiles discussions. Influencé par l'évolution de la Confédération générale du travail française, la première CGT, l'anarcho-syndicalisme vaudois se répand dans nombre de fédérations de métiers, menant une concurrence farouche à l'Union syndicale suisse. Bientôt sera fondée une Fédération des unions ouvrières de Suisse romande.

Le parti de Fauquez ne parvient pas à contrecarrer ces nouvelles tendances ; les escarmouches entre les anarcho-syndicalistes de Luigi Bertoni et du docteur Wintsch et le successeur d'Aloys Fauquez, Adolphe Gavillet, se font plus dures. Enhardis, les anarcho-syndicalistes, derrière leur chef, le typographe Henri Baud, intensifient leur présence, au gré de conflits du travail de plus en plus nombreux. En même temps, ils soutiennent des expériences dans le domaine de l'éducation, avec une école travaillant sur les principes libertaires proposés par l'anarchiste espagnol Francisco Ferrer. Au printemps 1907, on croit même le grand soir venu. A la suite d'une querelle entre un ouvrier et un contremaître, dans l'usine Peter-Kohler d'Orbe, une échauffourée éclate. Le signal de la révolte est donné. La grève s'étend à Vevey, Lausanne, Bussigny et Montreux, où elle prend un tour plus musclé. Le 25 mars, l'armée entre en lice, des coups sont échangés et ce n'est que le 30 que le calme est entièrement rétabli. La grève est un échec mais elle révèle une réalité sociale que l'on ne peut plus oblitérer, d'autant moins que le

monde paysan, traditionnellement guidé par les mêmes valeurs que les classes au pouvoir, est lui aussi secoué par des crises à répétition. De 1907 à 1917, la vigne vaudoise est accablée par une succession de fléaux, qui implique l'intervention de l'Etat.

#### LE SOCIALISME DE PAUL GOLAY. L'INFLUENCE DE PROUDHON

L'échec de la grève générale de 1907 permet au socialisme vaudois de se réorganiser. Celui-ci affine son identité: il rompt avec les tendances anarchistes, après avoir enterré le rêve entretenu par certains de réconcilier radicalisme et ouvrierisme. L'action politique est tout à coup investie de nouveaux espoirs alors que la faillite de l'action immédiate, franchement syndicale, est avérée. Une synthèse est alors tentée entre ces deux approches et une dissidence du parti socialiste lausannois fonde en juillet 1909, avec divers groupes de gauche et après une période de grande confusion, le parti ouvrier socialiste lausannois et vaudois (POSLV). L'aile droite du nouveau parti n'adhère toutefois pas à la ligne éminemment gauchiste que le POSLV adopte. Derrière ses deux leaders, les députés Oscar Rapin et Adolphe Gavillet, elle quitte le giron socialiste et se constitue en un nouveau parti: les socialistes nationaux. Jusqu'à leur disparition de la scène politique vaudoise en 1945, ils feront systématiquement alliance avec les forces bourgeoises.

Le POSLV élit à sa présidence l'ouvrier Adrien Vittoz, entouré notamment du syndicaliste Henri Viret et du jeune et populaire avocat Paul Panchaud. Il fédère rapidement les forces socialistes, encore éparses, et, en 1913, compte dans la capitale 700 membres, dont 600 sont syndiqués. La jonction entre le socialisme naissant et le monde du travail est ainsi réalisée; la parenthèse anarcho-syndicaliste est maintenant bien refermée. Avec l'aide du mécène Anton Suter, actif dans le mouvement coopératif et fondateur à Lausanne de la Maison du Peuple, le jeune parti s'organise, crée bientôt un journal et ouvre un bureau de conseil pour les ouvriers. Cette officine sera confié à l'avocat

Charles Naine, qu'Anton Suter a fait venir de La Chaux-de-Fonds. Ses combats sont nombreux : pour une fiscalité communale sociale, pour des services industriels entendus comme un authentique service public, pour des chantiers réservés au chômeurs. Les socialistes s'insurgent en outre avec véhémence contre l'assistance telle que les bourgeois la pratiquent, empreinte d'une morale chrétienne souvent paternaliste. Ce rejet d'un esprit social guidé par la seule action individuelle et par la charitable bienfaisance, Paul Golay le brandira dans ses polémiques contre les pasteurs. Celui qui s'impose comme le principal théoricien du parti se distanciera d'ailleurs vite du christianisme social, qu'il avait cru un temps pouvoir embrigader dans son combat. Pour lui, une réforme sociale ne doit plus dépendre d'une réforme morale.

Dans le sillage de sa figure de proue, le parti socialiste, à partir de 1907, renforce son discours. Encore proche de la théorie de la « coopération » qu'enseigne l'économiste français Charles Gide, mais déjà orienté vers une lutte des classes pure et dure, le socialisme fait feu de tout bois. En 1913, il devient le deuxième parti à Lausanne, par le nombre de listes moissonnées. Avec Paul Golay se dessine une vision de l'Etat qui n'est pas sans rappeler les théories de Proudhon, auxquelles se sont abreuvés tous les mouvements de la gauche française, longtemps sourde au message marxiste et à une lutte des classes érigée en dogme. Pour le très antimarxiste Proudhon, à la loi doit succéder le contrat et à la propriété, privée ou communiste, la mutualité. Grâce à cette dernière, la propriété des moyens de production revient à la collectivité et les fruits du travail à ses acteurs : les ouvriers organisés en associations. L'Etat, sécrétion d'un autoritarisme que le suffrage universel n'a pas régénéré, doit être supprimé. Dans un second temps, Proudhon le tolérera cependant, mais au service exclusif de la société, pour lui prodiguer quelques services fondamentaux, comme la comptabilité publique, la statistique ou la gestion des grandes infrastructures. Mais sans peser sur la société, qui doit s'organiser de façon spontanée. Charpentée selon un schéma associatif, fragmentée en de multiples coopératives de producteurs-consommateurs, la société proudhonienne

exprime une puissante volonté d'autonomie, à l'abri de toute autorité oppressive.

Contrairement au socialisme vaudois, Paul Golay met des gants pour fustiger les anarchistes. Il limite ses critiques à certaines de leurs conceptions théoriques, à leur culte de la violence, à leur foi naïve dans la grève rédemptrice. Il s'acharne avant tout sur l'Etat, cet outil de la bourgeoisie. Il décoche ses flèches les plus acérées contre la police, l'armée, la justice, dont il vitupère la subordination à l'Etat capitaliste. Et cet Etat, pour lui, n'a pas vraiment changé depuis les premiers radicaux : «L'Etat-Eglise de 1845 a procréé l'Etat capitaliste de 1911», écrit-il. Plus nuancé que Proudhon, il se persuade de l'efficacité d'une transformation progressive de l'Etat par l'action parlementaire, par le suffrage universel, le meilleur moyen d'injecter le socialisme dans ce fortin de la bourgeoisie. Il escompte une métamorphose de l'Etat de l'intérieur, avec l'appoint de la lutte des classes. Mais en un accord au moins partiel avec l'anarchiste de Besançon, il aspire à un Etat réduit à n'être qu'«un simple comité qui, par délégation, règle les services économiques du pays et sauvegarde les libertés individuelles de chacun». Pacifiste, Paul Golay estime qu'un Etat dépossédé de sa force répressive et autoritaire ne constitue plus une menace pour la classe ouvrière, mais un secours en cas de détresse.

## LA CONTRE-OFFENSIVE RADICALE-LIBÉRALE

Brutalement pris à partie par ce contradicteur incommode, radicaux et libéraux essaient de préserver les fondements de l'Etat libéral auquel va leur confiance. Au niveau fédéral, radicaux et conservateurs continuent à développer, mais trop timidement selon leurs adversaires, l'arsenal social dont le dernier quart du 19<sup>e</sup> siècle a jeté les bases. Le canton de Vaud, qui s'est doté d'un instrument fiscal performant avec l'imposition progressive, continue lui aussi à bâtir le sien. Les radicaux veulent tenir compte des besoins nouveaux, améliorer les rouages de la solidarité. Une législation sociale se développe peu à peu, sur-

tout dans les domaines des caisses de retraite et du logement. Les libéraux pressent toutefois leurs alliés de contenir les dépenses publiques, proposent une réforme de l'administration, avec une diminution du nombre des districts, luttent contre des dépenses à leurs yeux somptuaires. Les radicaux sont réticents : ils ne veulent pas amputer l'Etat de ses moyens de subsistance, préfèrent impliquer davantage les communes, notamment dans le combat contre le chômage, qui resurgit à chaque crise, en 1874, en 1898. Cet Etat fait leur force, c'est leur construction ; il s'agit de le défendre contre les visées socialistes et de le réformer dans une dimension philosophiquement libérale, mais sans le saborder.

Les principales réformes sociales seront cependant dictées par la Confédération, qui étend son arsenal providentiel : en 1887, la loi sur la responsabilité civile des fabricants est élargie à de nouveaux corps de métier et, en 1912, est votée une loi sur l'assurance accident et maladie, mais contre l'avis des Vaudois, fondamentalement attachés à leurs mutualités, prisées par ouvriers et patrons, ainsi qu'aux valeurs portées par la responsabilité individuelle. Les libéraux ne s'en départissent cependant pas : la moralité conduit à la prospérité ; une attention mesurée doit être portée au discours de Charles Secrétan. Tout en admonestant les socialistes pour leur fascination pour la chausse-trape de l'égalité, le philosophe et chroniqueur régulier de la *Gazette de Lausanne* appelle, par défaut, une aide de l'Etat et insiste, dans une saine compréhension de la religion, sur le caractère réciproque de la moralité tant vantée par les libéraux... Mais, pour Secrétan, « charger la loi de faire régner la vertu, c'est supprimer la vertu ». Sur ce point, libéraux et radicaux se rejoignent à nouveau.

Dominé par le monde agricole, le Grand Conseil, malgré le radicalisme à forte connotation sociale que déploie Ruchonnet, hésite à faire des concessions à des mouvements qui nient la légitimité de la propriété privée. Il consacre avant tout ses efforts à intégrer l'agriculture dans les jeux de la modernité. Mais celle-ci se révèle périlleuse pour tous. Les radicaux pensent en garder la maîtrise et ne ménagent pas leurs efforts à l'endroit des pay-

sans. Symbole de leur action: l'accession au Conseil d'Etat d'Ernest Chuard, à la place de Camille Décoppet élu au Conseil fédéral. Chimiste réputé, à l'affût des progrès technologiques dont pourrait profiter l'agriculture de son canton, Chuard, l'un des Vaudois les plus populaires, refuse, à l'instar de ses coreligionnaires radicaux, de céder aux angoisses d'une ruralité déboussolée par les avanies du temps. Il mise sur le progrès pour remédier à la crise dans laquelle s'enfonce la paysannerie, tant vaudoise que suisse. En revanche, il est exclu de reconsidérer les institutions, par l'introduction de la représentation proportionnelle dans le système électoral vaudois. Malgré les demandes, d'abord issues des rangs libéraux en 1892, puis reprises par les socialistes, en 1893, 1896 et 1907, les radicaux font la sourde oreille. On ne touche pas l'un des piliers de leur mainmise sur le canton. Pour eux, la crise sociale ne peut se résoudre par une réforme des institutions politiques.